

Une banque pour en finir avec la faim



14.04.2021

Le collectif fribourgeois pour la dignité planche sur la création d'une banque alimentaire dans le canton

ANNE REY-MERMET

Précarité » Les longues files d'attente pour récupérer un cabas de nourriture, les distributions de repas gratuits prises d'assaut: la pandémie et la situation sanitaire qui en découle ont révélé la situation très précaire de nombreuses personnes. Une foule de gens à travers la Suisse n'ont pas de quoi préparer trois repas par jour, et Fribourg ne fait pas exception. Si cette situation a été mise en lumière par l'actualité de ces derniers mois, il s'agit d'une réalité quotidienne pour beaucoup de personnes, et ce bien avant la crise sanitaire.

Garantir le droit à l'alimentation figure parmi les revendications du Collectif fribourgeois pour la dignité. Celui-ci est aujourd'hui composé de plus de septante associations et groupements du canton, parmi lesquels **Le Tremplin**, **La Tuile**, **Banc public**, **Caritas Fribourg** ou encore **espacefemmes**. Ce collectif a publié en mars un manifeste pour la dignité et adressé un courrier aux autorités cantonales avec sept demandes.



Pour garantir le droit à l'alimentation, le courrier propose au canton la création d'une banque alimentaire. Une telle structure aurait notamment l'avantage de centraliser la récupération de nourriture, de contribuer à la lutte contre le gaspillage de denrées, et de créer des emplois. «L'idée est de s'inscrire en complément de ce qui existe déjà. Nous menons un gros travail de clarification pour déterminer la forme que cette banque alimentaire pourrait prendre», relève Michael Schweizer, collaborateur de Reper qui travaille sur ce projet au sein du Collectif pour la dignité.

A qui distribuer?

Parmi les points à déterminer, la question de savoir comment procéder aux distributions: soit de façon directe, en la remettant aux bénéficiaires, soit en travaillant avec des structures qui œuvrent déjà dans ce domaine. «Des gens ont des besoins, mais ne viennent pas pour différentes raisons. Beaucoup de gens ne veulent pas être vus en train de faire la queue pour de la nourriture, ils éprouvent de la honte, ce qui les retient de venir. Ce dont on s'est rendu compte, avec les distributions organisées ces derniers mois, c'est que beaucoup de personnes viennent chercher des cabas pour d'autres personnes. C'est un réseau d'entraide de proximité très utile que nous pourrions développer», imagine Michael Schweizer.



«La récupération prend énormément de temps et d'énergie.»

Michael Schweizer

Pour garnir les stocks de cette banque, une partie de la nourriture viendrait de la récupération. Une façon aussi de lutter contre le gaspillage alimentaire. En plus de tout le travail à faire pour dénicher et aller chercher des invendus aux quatre coins du canton, il est également nécessaire parfois de transformer le produit. Comme quand on récupère des kilos de tomates très mûres que l'on n'écoulerait plus sur les marchés et qu'il faut les cuisiner en sauce. Les associations récoltent également des aliments rejetés de l'industrie agroalimentaire, pour des défauts esthétiques par exemple.

«Les initiatives actuelles sont localisées et peu liées entre elles. La récupération prend énormément de temps et d'énergie. Beaucoup de petites structures seraient contentes si elles n'avaient plus à s'occuper de cet aspect-là, elles auraient du temps pour d'autres choses», estime le collaborateur de Reper. Mais la récupération ne suffit pas à remplir les magasins d'une banque alimentaire, car cela limite forcément la gamme des marchandises. De telles structures achètent également certains produits pour pouvoir les proposer sur leurs étalages.

Emplois et formations

Le quotidien d'une banque alimentaire nécessite ces tâches d'approvisionnement, de gestion administrative de stockage, de transformation, de manutention, de distributions, il faut des locaux et de la main-d'œuvre. A Genève, la banque alimentaire Partage, soutenue par des fonds publics, emploie plus de trente personnes en «emploi de solidarité» en plus des bénévoles.

«Cela peut également créer des emplois, être une structure de formation, de réinsertion», imagine Michael Schweizer. Le groupe de travail fribourgeois s'est intéressé de près à la façon de fonctionner de la banque alimentaire genevoise, même si la situation est différente au bout du lac Léman, avec notamment une zone géographique plus limitée dans ce canton-ville.

Pour le collectif pour la dignité, un soutien public est essentiel à la réalisation de ce projet. L'infrastructure à mettre sur pied est importante et demande des moyens, il faut respecter toutes les règles liées à la gestion de nourriture, comme la chaîne du froid. Pour cela, il est nécessaire de disposer de locaux, de véhicules et de matériels adéquats.

Bien plus qu'un simple distributeur de nourriture, la banque alimentaire pourrait ainsi travailler sur le développement durable, fournir des emplois et renforcer la cohésion sociale en devenant une référence pour tous ceux qui ne savent pas vers qui se tourner. «Les personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter les aliments nécessaires au quotidien ont souvent d'autres difficultés. La banque alimentaire doit aussi avoir un aspect politique, travailler sur les questions de droit à l'alimentation. Le but est qu'un jour on n'ait plus besoin d'une banque pour lutter contre la précarité alimentaire», souligne le travailleur social.

Après avoir présenté ses revendications en mars, le collectif travaille aujourd'hui à la mise en œuvre de celles-ci. Il espère voir ces questions prendre davantage de place, au niveau du grand public, de la politique et des médias. «Ce n'est pas évident de se confronter à ces réalités, ça peut faire peur, mais il est nécessaire d'agir pour le droit à la dignité pour tous.»



Trois questions à : Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat, Direction de la santé et des affaires sociales

Comment le Conseil d'Etat se positionne-t-il par rapport aux demandes formulées par le Collectif pour la dignité?

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des sept mesures proposées par le Collectif pour la dignité dans sa lettre, nous en avons accusé réception. J'ai eu un contact avec Philippe Cotting (membre du collectif et directeur de Reper, ndlr): une pétition est en train de circuler et des groupes travaillent sur les différentes mesures. Ils nous adresseront des demandes plus formalisées en fonction des conclusions de ces groupes de travail, en même temps qu'ils nous remettront la pétition. Nous leur répondrons à ce moment-là. Ceci dit, les demandes portent toutes sur des composantes essentielles, nécessaires pour le respect de la dignité humaine. Les besoins ont été exacerbés par la pandémie, mais ils existaient déjà. Nous n'avons pas attendu pour mettre des choses en place, nous avons par exemple mis en consultation en mars l'avant-projet de loi sur les prestations complémentaires pour les familles. Nous avons pris la mesure de la situation et avons notamment accordé des soutiens supplémentaires à des associations comme Banc public, Caritas Fribourg ou les Saint-Bernard du Cœur.

Et le projet de banque alimentaire, qu'en pensez-vous?

C'est une bonne idée, la sécurité alimentaire est un besoin fondamental. La précarisation peut s'étendre à un grand nombre de personnes, on l'a vu. Un projet de banque alimentaire avait déjà été présenté à mes services en début d'année. Aucune demande concrète n'a encore été adressée à l'Etat, ils nous soumettront une proposition quand leur projet sera plus avancé. Il faudra voir dans quelle mesure nous pouvons soutenir la création d'une telle structure: en contribuant à trouver des locaux, avec un soutien au lancement ou alors une aide plus pérenne. Nous avons aussi reçu une demande par rapport à une épicerie sociale. Nous pourrions étudier la question une fois que nous aurons reçu les différentes propositions. Des

associations sont déjà actives de longue date dans ce domaine, nous voyons que cela correspond à un besoin. Il faut que nous puissions coordonner les actions des différentes associations, ne pas créer de concurrence, dans l'intérêt de tous.

La création du Collectif pour la dignité qui réunit actuellement plus de 70 associations fribourgeoises permet au canton d'avoir un interlocuteur unique...

Oui, c'est très utile, cela permet de définir une unité d'action. C'est également très précieux d'avoir un retour du terrain. Plusieurs associations ont recours à la récupération alimentaire, il ne faudrait pas que cela entraîne une concurrence, qui nuirait aux bénéficiaires. Une structure comme la banque alimentaire permettrait de réunir ces compétences et de répondre aux besoins sur l'ensemble du territoire cantonal. **ARM**